

E x p o s é l i m i n a i r e

du Chef du Département fédéral des affaires étrangères
à la Conférence des ambassadeurs, 29 août 1979

I

Il y a quarante ans, la vieille Europe conquérante, dont les drapeaux flottaient sur tous les continents, connaissait ses dernières heures de paix. Echappée à grand-peine à la première tourmente mondiale, elle allait perdre, dans un conflit qui était avant tout le sien, sa prépondérance, sa liberté d'action et jusqu'à ses ambitions. Les héritiers de cette position unique et fragile étaient en 1939 des "outsiders". Leur ascension a été celle de colosses géographiques et technologiques, qui contrastaient singulièrement avec les complexités et les divisions de l'Europe.

Les colosses aussi ont leurs faiblesses, et par une curieuse ironie de l'histoire, au moment même de l'anniversaire de l'éclipse européenne, les Etats-Unis et l'URSS, si opposés dans leurs structures, leurs idées et leurs institutions, manifestent ces faiblesses à la même place, qui est et restera le point critique des organismes géants: la direction centrale.

En URSS, la maladie du chef de l'Etat et du parti, qui n'a jusqu'à présent, malgré sa gravité, pas perturbé la marche des affaires, jette une ombre grosse d'incertitude sur toutes les

entreprises de la politique soviétique. Combinée avec une sérieuse crise économique affectant aussi bien l'URSS que ses satellites européens, elle a fortement alourdi l'atmosphère, sans jusqu'à présent se concrétiser en une véritable menace contre tel ou tel des régimes de l'Est européen. Le successeur de M. Brejnev, quel qu'il soit (et il est peu probable qu'il ait au départ une position équivalente à celle de l'actuel Secrétaire général) aura donc à affronter une conjonction politique et économique délicate. Celle-ci n'est d'ailleurs due ni au hasard, ni même à l'influence délétère de l'Occident, mais à des défauts structurels persistants, manifestation économique d'un système politique sclérosé. Le renouvellement du personnel politique par cooptation, garantie d'immobilisme, ne permet guère d'attendre qu'un remède soit porté, à bref délai, à ces mesures anciennes et profondes. Pour cette raison plusieurs échéances des années quatre-vingt s'annoncent comme très difficiles (main-d'oeuvre, matières premières, produits agricoles).

Fait nouveau et très inquiétant pour M. Brejnev et ses collègues, qui peut assurer à longue échéance un déplacement non négligeable de l'équilibre mondial, la réconciliation de la Chine avec le Japon et les Etats-Unis. Si la tendance actuelle de la politique chinoise se maintient, comme on peut le penser d'après la nature du conflit sino-soviétique, les efforts démesurés faits aujourd'hui par l'URSS pour assurer la parité militaire avec le bloc opposé pourraient bien se révéler insuffisants, avec toutes les conséquences politiques que l'on peut imaginer. D'où l'extrême nervosité des dirigeants soviétiques devant une Chine aujourd'hui encore très faible militairement et économiquement.

Il serait faux et injuste de ramener la crise de direction qui affecte les Etats-Unis à la seule personne du Président Carter. Assurément, il porte la responsabilité d'un style de gouvernement trop souvent hésitant, louvoyant, erratique même. Il n'a pas su établir avec le Congrès les relations sans lesquelles tous les grands desseins présidentiels sont condamnés. S'il s'est

entouré, au niveau ministériel, d'excellents collaborateurs, ses confidents immédiats (depuis longtemps un point faible du système américain) lui ont en revanche beaucoup nui.

Le Congrès, auquel le déclin de la Présidence dû au Vietnam et à Watergate a fait assumer des tâches manifestement au-dessus de ses capacités, n'est pas sans reproche. En particulier, la majorité démocrate n'a été en mesure ni de répondre aux initiatives présidentielles, ni de leur opposer une position cohérente, et elle souffre aujourd'hui du même discrédit ou presque que le Président.

Malgré les maladresses de M. Carter dans l'affaire iranienne - qui n'ont sans doute rien changé à son issue - on ne peut dire que la politique étrangère des Etats-Unis ait beaucoup souffert de cette situation, comme nous le verrons encore. En revanche, l'incertitude qui pèse aujourd'hui sur les élections présidentielles pourrait avoir de sérieuses conséquences, surtout là où M. Carter s'est très personnellement engagé, comme au Moyen-Orient.

Le dommage causé sur le plan intérieur et en particulier dans le domaine économique est beaucoup plus évident. Le deuxième programme énergétique du Président Carter, dont l'examen a été retardé par le Congrès, risque de subir le même sort que le premier, alors que la situation s'est passablement tendue dans l'intervalle; on voit mal, d'autre part, comment, avec les élections de 1980 déjà entrées dans les calculs de tous les acteurs, des dispositions efficaces de lutte contre l'inflation pourront être prises.

Du fait de la crise énergétique et de l'affaiblissement qui en est résulté pour le Président Carter, la campagne électorale - avec ses conséquences sur la politique étrangère des Etats-Unis - démarre plus tôt que d'habitude, mais le sort de M. Carter ne se décidera pas avant les premières élections primaires.

Les directions des deux grandes puissances se trouvent donc dans une situation difficile, à un moment, où, bien qu'aucun conflit international ne soit réellement actif, elles peuvent être appelées à jouer un rôle d'assez grande importance soit dans des négociations, soit dans des foyers de violence. Trois grandes négociations internationales ont atteint un stade critique (Moyen-Orient, Rhodésie, Namibie), un accord international doit passer le cap du Sênat (SALT II) et plusieurs autres foyers de crise restent dangereux (Indochine, Afghanistan, Sahara occidental, Amérique australe).

La nature des crises donne aussi à réfléchir. En Iran, c'est une vieille culture, avec toutes ses faiblesses, qui s'est réaffirmée sans concession contre un progrès économique désordonné, mais son triomphe n'a pas encore débouché sur une intégration de l'ancien et du nouveau, qui seule garantirait la durée du régime. La modernisation est en elle-même le problème, et non la manière dont elle est entreprise, comme le montrent les événements d'Afghanistan, où l'on voit un régime communiste aux prises avec les mêmes difficultés que le Shah d'Iran.

En Amérique centrale, c'est une alliance inconfortable entre les Etats-Unis et des rebelles encore mal situés politiquement qui a mis fin au régime Somoza, mais les pressions exacerbées ont causé des massacres et des destructions comme on n'en avait pas vu depuis longtemps dans cette partie du monde. En Indochine, où l'on a vu trois pays communistes s'entredéchirer, la dégradation de la situation fait craindre pour la survie même du peuple khmer. Dans les trois cas, la racine des problèmes est dans la relation entre des cultures traditionnelles et le monde moderne auquel elles ne peuvent plus se soustraire, sans qu'une solution soit en vue.

L'Europe, elle aussi, à l'Est comme à l'Ouest, est dans l'ombre des problèmes de leadership des deux Grands, et il est caractéristique que pour les deux parties du continent, l'énergie soit au premier plan. A l'Ouest, des progrès vers une améliora-

tion du bilan énergétique sont étroitement liés aux efforts américains, dans un domaine où l'harmonie entre le Président et le Congrès laisse tout particulièrement à désirer. A l'Est, l'épuisement des ressources pétrolières aisées à exploiter constitue aujourd'hui le grand sujet de discussion entre un Brejnev affaibli et sur le point de passer la main et des satrapes dont l'avenir pourrait bien dépendre à la fois de la manière dont se déroule la succession et de leur capacité à remplir des promesses faites depuis longtemps, mais inexécutables en cas de crise profonde de l'énergie.

L'URSS conserve en ce moment une position très prudente. Le souci de ne pas porter atteinte aux chances de SALT II ne fait pas l'ombre d'un doute, mais la crainte de s'engager dans une aventure à ce moment délicat à l'intérieur explique la relative passivité devant les épreuves du parti communiste d'Afghanistan et le silence face aux nouvelles menaces chinoises contre le Vietnam.

M. Carter, lui, ne se laisse pas arrêter par les rumeurs qui courent sur ses chances futures. Au Moyen-Orient, la diplomatie retrouve, après une pause voulue, l'activité fébrile de l'époque de Camp David et des accords de Washington. La vulnérabilité de M. Carter, dévoilée par l'affaire Young, semble l'inciter à précipiter le mouvement. Il est vrai que les circonstances sont propices, puisque le monde arabe, tout en sanctionnant l'Egypte, finit par s'accommoder de la paix israélo-égyptienne et, jouant, Palestiniens compris, le jeu américain, mise sur la négociation concernant les territoires occupés de Palestine.

A l'ONU, après un début prometteur, les Etats-Unis ont, il est vrai, subi un revers temporaire. Mais le terrain perdu auprès des Saoudiens au moment de l'affaire d'Iran et aussi en raison de mauvaises communications, a été regagné. Pour la première fois, les Palestiniens sont engagés sur un large front dans des contacts avec les Etats-Unis et sont prêts à d'importantes concessions, sinon encore à la reconnaissance du droit d'Israel à l'existence, qu'ils font apparemment dépendre d'un règlement global).

Il est clair cependant que le succès de tous ces efforts dépendra en bonne partie de la capacité de M. Carter à s'engager directement dans la négociation, et de l'autorité morale dont il disposera pour le faire.

En Afrique australe, l'engagement est beaucoup moins direct, et le restera sans doute, le gouvernement de Mrs Thatcher ayant énergiquement pris l'initiative aussi bien en Rhodésie qu'en Namibie. La conférence de Lusaka a produit une nouvelle version du plan anglo-américain qu'il s'agit maintenant de greffer sur la "solution interne". La lassitude manifeste des intéressés, en particulier des "front-line States" est un élément important en faveur du succès de la conférence de Londres. Le même facteur pourrait avoir un effet positif sur les développements de la situation en Namibie.

Dernière affaire d'importance, SALT II. Si le rôle de la direction soviétique est terminé pour le moment, il n'en reste pas moins que les négociateurs américains se sont laissés influencer, dans leur conception de l'accord, par l'idée qu'ils se faisaient de leurs partenaires, un "low-risk group" d'hommes âgés, selon la définition de M. Kissinger.

II

C'est une conséquence du caractère des temps où nous vivons, où l'interdépendance des Etats et des continents s'est fortement accrue tandis que les convulsions politiques se multiplient, que notre pays est touché de plus en plus directement par des événements se déroulant hors de nos frontières. Je me bornerai à en citer trois pour l'année écoulée: la révolution islamique en Iran, la crise pétrolière et l'exode des réfugiés vietnamiens. A ces perturbations apportées du dehors, auxquelles nous ne pouvons rien, il est nécessaire d'opposer une activité politique intensifiée, qui nous permette de conserver notre liberté d'action et d'éviter de perdre l'initiative. C'est ce que nous avons cherché à faire au cours de ces douze derniers mois, d'abord par nos contacts bilatéraux (je mentionnerai notamment les voyages en Hongrie, en Afrique et aux Etats-Unis sur lesquels je reviendrai), ensuite par notre activité multilatérale. Ici, je relève en particulier la conférence générale de l'UNESCO, avec la déclaration sur les media, la préparation de la réunion de Madrid de la CSCE, notre participation comme invité à la Conférence des non-alignés à La Havane, à la Conférence sur la science et la technique au service du développement, etc.

Si importante qu'ait été cette activité, elle ne peut encore entièrement nous satisfaire. Notre pays, absent par la force des choses d'organisations militaires comme l'OTAN, proche, mais non pas membre des Communautés européennes, à l'écart par sa propre volonté (et pour combien de temps encore ?) de l'ONU, souffre d'un défaut plutôt que d'un excès de contacts avec l'étranger. Dans de nombreux domaines, et notamment dans celui de l'économie, notre diplomatie déploie des efforts considérables pour obtenir ce que d'autres petits pays ont automatiquement.

Or, non seulement on n'en a guère conscience en Suisse, mais toute une partie de notre opinion publique a peu de compréhension pour l'importance que, faute de certains contacts multilatéraux, ont les rencontres bilatérales en Suisse et à l'étranger. Ce n'est pas dans cette enceinte qu'il est nécessaire d'expliquer longuement ces faits d'évidence. Nous devons cependant tenir compte des réactions de certains milieux qui en sont restés à une vue idyllique de la Suisse absente de la scène mondiale, mais cependant respectée, voire aimée au dehors.

J'ai parlé de mes voyages à l'étranger. Il me paraît utile de caractériser brièvement les résultats qui ont été obtenus. A Budapest, mon but était d'abord de marquer notre intérêt et notre solidarité d'Européens pour les pays sous domination soviétique. Nos interlocuteurs hongrois n'ont pas cherché à dissimuler le fait de la domination, et nous ont fait comprendre leur attachement à l'indépendance, pour l'instant hors de portée.

En Afrique, il s'agissait de mettre fin à une longue absence, de faire connaître notre pays et sa politique étrangère, de montrer que nous sommes sensibles aux préoccupations africaines et enfin d'encourager nos compatriotes engagés dans des tâches difficiles.

Aux Etats-Unis, nous devions à la fois confirmer les liens d'une vieille amitié et expliquer notre position sur l'un ou l'autre problème sur lequel je reviendrai encore. De leur côté, les Américains ont tenu à nous présenter une sorte de panorama de leur politique mondiale, dont nous avons retiré le plus grand profit.

Parmi les visiteurs que nous avons reçus, je mentionne seulement le Général Dayan et M. Roelof Botha (venu en visite privée) comme des exemples de rencontres qui, plus aisées à un pays neutre qu'à d'autres, nous apportent des éléments d'appréciation importants pour notre politique.

Quelle politique, justement ? La question a préoccupé le Conseil fédéral qui s'est penché sur elle au début de l'année, elle nous a aussi apporté, après une longue abstention du Parlement, des débats dans les deux Chambres. Elle a même fait surgir un intérêt renouvelé pour le rôle du Parlement dans ce domaine, ainsi qu'en a témoigné la réunion commune des Commissions des affaires étrangères et du commerce extérieur du Conseil national.

La discussion n'a pas apporté d'éléments très nouveaux. Elle a confirmé, s'il en était besoin, que les bases, les buts et les principes de notre politique étrangère sont sains. C'est d'ailleurs tout juste si on ne nous en a pas fait un reproche. Mais cette discussion a aussi montré la difficulté qui existe dans l'opinion à distinguer entre la fin et les moyens, entre les actes qui doivent manifester les aspects essentiels de notre politique et ceux qui relèvent de la gestion de cette politique et permettent de la réaliser.

L'opinion publique, ou tout au moins certains secteurs de cette opinion, a en effet tendance à croire qu'il ne suffit pas de proclamer notre neutralité et de s'y tenir dans la pratique, qu'il ne suffit pas de déclarer notre attachement aux droits de l'homme en paroles et en actes, mais qu'il est encore nécessaire de marquer symboliquement notre position par les attitudes que nous prenons dans la conduite normale des relations diplomatiques. C'est ainsi que nous sommes invités à ne pas recevoir M. Kaddoumi, parce que l'OLP, organisation terroriste, veut, dit-on, la destruction d'Israël, ou à ne pas aller à la conférence de La Havane, et à exprimer ainsi par notre absence notre désapprobation de la politique cubaine. De même, sur un plan voisin, l'aide au développement, voire la garantie des risques à l'exportation, devrait, selon certains, être utilisée pour condamner la violation des droits de l'homme ou la politique d'apartheid.

Cette sorte de "fondamentalisme" ne facilite pas le travail régulier et continu de notre diplomatie. Il fait donner une

importance considérable à des broutilles et escamote bien souvent la nécessaire discussion sur les grandes options. Enfin, il a malheureusement favorisé, à plus d'une reprise, une certaine polarisation à l'intérieur.

Il est cependant aussi le signe d'un intérêt renouvelé du public pour la politique étrangère, intérêt qui va sans doute se traduire avec le temps par une compréhension accrue des problèmes.

De quoi s'agit-il en définitive ? Notre politique étrangère doit faire apparaître la Suisse comme un membre actif, conscient, intéressé à la coopération, de la communauté internationale, prêt à défendre ses droits comme à remplir ses obligations, disponible et, vous savez que là est sans doute notre point faible, généreux.

C'est en particulier cette préoccupation qui a dicté la décision du Conseil fédéral de préparer un message sur l'adhésion de notre pays à l'ONU, c'est elle qui guide nos efforts dans la préparation de la réunion de Madrid de la CSCE, c'est elle aussi qui nous a fait accepter une nouvelle fois de participer comme invité à la Conférence au sommet des pays non-alignés. Cette considération doit à mon avis jouer un rôle particulièrement important dans un volet de notre politique qui m'a beaucoup occupé depuis la dernière Conférence des ambassadeurs, la coopération au développement.

Ce ne sont en effet pas moins de trois grands programmes que j'ai eu à défendre devant les Chambres, alors que l'examen de l'augmentation du capital de plusieurs banques de développement est encore en cours: 735 millions pour la "coopération technique" et l' "aide financière"; 270 millions pour l' "aide humanitaire"; 300 millions, participation aux Banques régionales de développement.

L'adoption, dans la situation présente, de plusieurs programmes portant sur quelques centaines de millions de francs n'a pas été sans susciter certaines résistances, mais le résultat a été atteint. Il nous permet de redresser quelque peu notre pourcentage

de PNB par tête d'habitant (de 0,19 à 0,25 %), sans toutefois nous faire quitter notre peu enviable position dans le groupe de queue des pays industrialisés. Le progrès dans ce domaine ne peut résulter que d'une lutte de longue haleine, et sera toujours sujet à des coups de tabac selon la conjoncture intérieure (nous avons déjà dû consentir à une réduction de 34,8 millions pour l' "aide humanitaire").

Nos programmes bilatéraux restent soumis aux mêmes principes que par le passé: concentration sur les plus pauvres, projets encourageant l'économie rurale et la petite industrie, coopération étroite avec les milieux économiques concernés pour faciliter la promotion de leurs exportations et de leurs investissements.

Je passe rapidement sur notre activité multilatérale, de laquelle Monsieur le Secrétaire d'Etat Jolles parlera tout à l'heure. Je m'en voudrais tout de même de ne pas mentionner le rôle important joué par notre pays à la CNUCED V à Manille, à la Conférence mondiale du blé, dont un Suisse est le président, dans les négociations sur les codes des transferts de technique et le code sur les sociétés transnationales, et à d'autres. Il ne faut pas oublier non plus le travail utile, et trop souvent ignoré, accompli par des organismes comme le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), le Fonds international de développement agricole, les banques de développement régional et les institutions spécialisées de la famille des Nations Unies.

Un gros point noir cependant, nous sommes toujours handicapés par la décision du peuple sur le crédit IDA de 1976. Nous avons été soumis à de pressantes démarches de la Banque mondiale à propos de la VIe reconstitution. Notre refus a été fort mal jugé aussi bien par les pays industrialisés que par les pays en voie de développement, et il a certainement porté atteinte à la réputation de notre pays. Certains pays industrialisés n'ont pas hésité à demander que nous soyons exclus des appels d'offres de l'IDA et les Etats-Unis ont marqué leur mécontentement en des termes peu aimables.

Le dialogue Nord-Sud, la négociation globale souvent plus politique qu'économique qui réunit pays industrialisés occidentaux et pays en voie de développement, s'est poursuivi, tant à l'occasion de la CNUCED, qu'au Comité de l'Assemblée générale elle-même. Les progrès sont longs et difficiles, à ce point que les pays en voie de développement semblent hésiter à promouvoir ce type de discussions auquel ils reprochent de ne pas leur apporter des résultats concrets. Nous continuons à penser que le dialogue devrait permettre une meilleure compréhension des difficultés économiques rencontrées des deux côtés et préparerait la voie à des mesures effectives et différenciées. Nous voyons aussi que la Suisse a un rôle non négligeable à jouer dans ce contexte.

C'est ainsi dans le cadre de l'aide internationale que s'est placée notre action en faveur des réfugiés d'Indochine et notamment notre participation à la conférence de Genève des 20 et 21 juillet dernier. Cette réunion a été, je crois, le symbole tangible de la puissance et de l'impuissance des Nations Unies, qui ont d'une part su mobiliser rapidement et efficacement de nombreuses bonnes volontés, mais qui n'ont pu, bien évidemment porter remède aux causes de la tragédie, causes politiques qui ne relevaient pas du mandat de la conférence.

L'effort accompli est impressionnant; mais il faut le poursuivre et l'intégrer dans une stratégie d'ensemble qui n'oublie pas les réfugiés du reste du monde. Un des buts à viser est, à mon avis, une coopération avec les pays de l'ASEAN, en vue de l'intégration des réfugiés dans la région, ce qui ne semble malheureusement pas encore possible.

Il importe aussi que le Vietnam se rende compte - et il semble bien qu'il a commencé à le faire à Genève - que ses pratiques lui causent un tort considérable sur le plan international. Cela est important, car il serait désastreux de voir, avec le Vietnam comme précédent, le droit à l'émigration se transformer en un droit à l'expulsion. Il faut aussi espérer que l'effet sur la

- 13 -

Malaisie et la Thaïlande n'aura pas été perdu. Le Cambodge va aussi nous poser à bref délai le problème d'une action humanitaire de très grande envergure, tant la situation est désolante dans ce malheureux pays.

Passant rapidement en revue les autres domaines de notre activité depuis la dernière conférence, il me paraît utile de commencer par les thèmes que nous avons traités alors.

En ce qui concerne l'adhésion de notre pays à l'ONU, c'est, vous le savez, un des objectifs prioritaires de notre politique étrangère. Face à cette organisation devenue universelle, notre position se dégrade lentement. D'autre part, dans le monde de plus en plus troublé dont j'ai parlé, il est incontestable que, malgré ses imperfections, l'ONU est un organisme de coopération politique indispensable, dont nous avons besoin au même titre que les autres Etats et dont les efforts en faveur de la paix contribuent en définitive à notre sécurité.

Le message, que le Département des affaires étrangères a reçu du Conseil fédéral mandat de préparer, analysera en toute objectivité notre situation dans le monde actuel et devra établir clairement que l'adhésion à l'ONU se fera dans le respect entier de notre statut d'Etat perpétuellement neutre et ne nuira en rien à la poursuite de notre politique de neutralité.

Le message sera prêt l'an prochain, mais le referendum ne pourra avoir lieu avant 1981-82. Pour l'instant, nous nous contentons d'informer de manière discrète et persévérante. La campagne référendaire ne commencera qu'après la publication du message.

Le rôle de nos Ambassadeurs est pour le moment de nous faire part des expériences de leur pays de résidence et, bien entendu, de leurs propres réflexions.

La préparation diplomatique proprement dite ne viendra que plus tard. Il est utile que vous fassiez comprendre les mécanismes de notre démocratie directe dont nous sommes fiers, mais il faut éviter - la décision du Conseil fédéral étant prise - de mettre en discussion à l'étranger l'opportunité même de notre adhésion. Il s'agit, comme nous l'avons déjà souvent dit, d'un problème de politique intérieure suisse, à résoudre par le peuple conformément à son expérience historique et sans ingérence de l'extérieur.

Les droits de l'homme ont continué à nous préoccuper, aussi bien sur le plan de l'élaboration d'une politique des droits de l'homme que dans le cas de violations concrètes.

Le dépôt des motions Guntern et Oehler (plus tard transformées en postulats), ainsi que du postulat Nanchen, a donné lieu à des débats dans les deux Chambres. Sur la base de ces postulats, un groupe de travail et de coordination a établi une liste de critères objectifs de violations des droits de l'homme sur lesquels le Conseil fédéral pourrait fonder d'éventuelles démarches auprès d'autres gouvernements. Il ne s'agit nullement de créer des règles rigides, mais d'aider le Conseil fédéral à prendre ses décisions dans les cas assez nombreux de violation dont il a à s'occuper. Le groupe de travail prépare le rapport demandé par le postulat Nanchen sur la possibilité d'intensifier l'action en faveur de la défense des droits de l'homme.

A côté d'un certain nombre d'interventions discrètes, le Conseil fédéral a publié un communiqué sur les événements du Liban (5 octobre 1978) fondé sur la qualité de partie de la Suisse aux Conventions de Genève. Le 11 avril 1979, le Conseil fédéral a pris "acte avec consternation" des jugements sommaires des tribunaux islamiques en Iran.

Le désarmement est un sujet assez actif en ce moment, mais, en ce qui concerne son volet européen, nous aurons l'occa-

sion d'en discuter demain. Je me bornerai à évoquer un problème annexe, celui de la non-prolifération qui, à propos de certaines livraisons au Pakistan, a été discuté avec le Département d'Etat lors de mon séjour à Washington. Je ne veux pas entrer dans des détails, mais je dois dire que j'ai été particulièrement heureux de pouvoir préciser sans équivoque le point de vue de la Suisse sur les livraisons de matériel destiné à des installations atomiques. Ce point de vue est très simple: nous nous en tenons de la manière la plus scrupuleuse aux accords et arrangements multilatéraux et bilatéraux en vigueur à ce sujet. Si les accords multilatéraux doivent être modifiés, il va de soi qu'ils ne peuvent l'être que par des négociations entre tous les intéressés. Je crois que notre fermeté a fait quelque impression à Washington.

Je vous ai déjà dit que notre participation comme invitée à la Conférence des non-alignés de La Havane a fait l'objet d'avis divergents dans notre pays. La situation au sein du mouvement vous est connue. Cuba a cherché à mettre à profit sa position d' "Etat-hôte" pour donner une orientation plus pro-soviétique au mouvement. La Yougoslavie s'est vigoureusement opposée à cette tentative. La Havane va donc être le théâtre d'un vif affrontement entre "durs" et "modérés". La participation de la Suisse dans un tel contexte a été discutée de manière approfondie. Nous pensons que notre présence aux côtés des autres neutres européens, outre ses avantages évidents et que vous connaissez, est une marque d'intérêt pour les buts légitimes du mouvement, qui devrait en définitive encourager les modérés. Nous reverrons notre attitude à la lumière de ce qui se sera effectivement passé à La Havane. (Si la "déclaration finale" est franchement anti-occidentale, nous réétudierons tout le problème de notre participation.)

Il est frappant, et montre combien l'isolationnisme prôné chez nous par certains est illusoire, de voir comme notre petit pays neutre est amené à prendre des décisions à propos de conflits lointains, auxquels nous ne sommes en fait nullement mêlés.

La visite de M. Kaddoumi, un acte de sagesse politique dont nous savons qu'il sera surtout apprécié par les Arabes modérés, y compris l'Egypte, n'a pu avoir lieu dans le climat un peu chaud qui suivait les accords de Washington, mais elle reste dans nos intentions.

Les développements en Namibie et en Rhodésie sont suivis attentivement. L'issue de la conférence de Londres sur le Zimbabwe-Rhodésie peut avoir certaines retombées sur la Suisse, qui applique aujourd'hui encore des mesures autonomes à l'encontre de ce pays. En ce qui concerne la reconnaissance, il n'en est pas question avant que la Grande-Bretagne se soit déchargée de son fardeau colonial et dépendra ensuite de la constellation politique. Les mesures autonomes perdraient évidemment leur justification si les sanctions de l'ONU n'étaient plus appliquées par les grandes puissances occidentales et, par conséquent, devenaient totalement ineffectives.

En Namibie, les chances d'une indépendance, réalisée sous l'égide de l'ONU restent fragiles. La Suisse ne pourrait participer à une telle opération qu'avec l'accord de tous les intéressés et uniquement sur le plan civil.

J'ai dit que la rencontre privée avec M. Roelof Botha avait été extrêmement utile. Les dirigeants sud-africains, isolés et soupçonneux, ont besoin de ce genre de contacts, qui sont aussi utiles aux Occidentaux. C'est là un domaine où un neutre a plus de liberté que d'autres.

III

Arrivé à la fin de cet exposé, je voudrais souligner que toute l'activité que je viens de décrire n'a été possible que grâce au dévouement inlassable de nos agents à l'étranger et d'abord de vous-mêmes. Je tiens à vous en remercier encore une fois et à vous dire combien nous sommes conscients des efforts que vous devez déployer et, dans plus d'un cas, des dangers que vous devez courir. Le Département, comme par le passé, fera tous ses efforts pour vous soutenir dans l'accomplissement de votre tâche difficile et importante pour notre pays.